

Bulletin d'histoire politique

Une mutation du paysage politique

Michel Sarra-Bournet



Volume 26, numéro 1, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041427ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041427ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Sarra-Bournet, M. (2017). Une mutation du paysage politique. *Bulletin d'histoire politique*, 26(1), 7–15. <https://doi.org/10.7202/1041427ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB
Éditeur, 2017

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Une mutation du paysage politique

MICHEL SARRA-BOURNET

Membre du Comité de rédaction du Bulletin d'histoire politique

On sait que le Québec n'a jamais été isolé des grands courants intellectuels, socio-économiques et politiques. Bien avant que ne s'impose le paradigme de l'histoire-monde, des historiens avaient interprété l'histoire du Québec en parallèle avec celle des autres démocraties occidentales. Il y a plus de vingt ans, l'historien Ronald Rudin avait relevé ce tournant de l'historiographie québécoise, tout en critiquant l'oubli de certains aspects particuliers de notre histoire¹. Plus récemment, notre regretté collègue Marcel Bellavance publiait un ouvrage inscrivant les Rébellions des Patriotes dans le grand courant libéral et nationalitaire de leur époque².

Ainsi, au Québec comme ailleurs, l'histoire évolue au gré de dynamiques internes et externes. S'agissant de la politique, celle des partis qui luttent pour le pouvoir dans l'État, on observe des mouvements lents qui sont parfois exacerbés par notre mode de scrutin. En 1960, le passage de l'ère de Duplessis à celle de la Révolution tranquille fut dramatique, mais il ne résultait que d'un basculement de quelque 6 % des voix. Pourtant, ici comme ailleurs, le paysage politique était en train de changer depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il s'est ensuivi à terme une modification du système de partis, c'est-à-dire de la mise en place d'une nouvelle configuration de deux partis s'échangeant le pouvoir. Le couple Union nationale-Parti libéral a cédé la place à celui formé du Parti libéral du Québec (PLQ) et du Parti québécois (PQ).

L'effacement de la question nationale

Lors des célébrations entourant le 25^e anniversaire du *Bulletin d'histoire politique*, deux observateurs de la scène politique québécoise, Josée Legault et

Antoine Robitaille, ont été invités de prendre la mesure des changements intervenus depuis 1992. Leurs propos sont reproduits plus loin dans ce numéro. Un de ces changements est la diminution de l'attrait de l'indépendance et la perte d'intérêt pour l'aspect politique de la question nationale, c'est-à-dire le statut du Québec. Tout se passe comme si la politique québécoise tendait vers une « normalisation »³. Le système de partis provinciaux avait été dominé par le clivage entre « fédéralistes » et « souverainistes-indépendantistes » depuis un quart de siècle. Il est maintenant instable. Les forces qui s'exercent sur lui sont multiples. Elles sont endogènes et exogènes.

Parmi les facteurs internes de la transformation du paysage politique, on retrouve donc en premier plan l'effacement graduel de la question nationale vue sous son angle politique⁴. L'échec combiné du fédéralisme renouvelé et de l'option souverainiste-indépendantiste a détourné une partie de l'électorat du rêve d'arrimer le régime politique dans lequel évolue le Québec à un statut de nation. Le PLQ ayant réuni pendant 25 ans la majeure partie des fédéralistes de gauche et de droite, comme le PQ l'avait fait avec les nationalistes de diverses tendances, tout était en place dans le sillage du référendum de 1995 pour un éclatement au profit d'un système distinguant clairement la gauche et la droite.

Retour du binôme gauche-droite ?

Premier signe de cette possible mutation, le réveil en 2005 d'un débat social déterminé par le clivage gauche-droite. À l'automne de cette année-là, on a eu droit coup sur coup à deux manifestes, « Pour un Québec lucide » et le « Manifeste pour un Québec solidaire », à la création du parti Québec solidaire, et à une course à la direction au PQ dont le vainqueur n'a pas tenu longtemps. Et pour cause : ayant mis de côté le positionnement souverainiste-indépendantiste qui lui servait de ciment, le PQ a perdu un nombre important d'électeurs au profit de l'Action démocratique du Québec (ADQ) à droite et Québec solidaire (QS) à gauche. Ces deux nouveaux acteurs ont bousculé l'échiquier politique jusque-là dominé par le PLQ et le PQ.

L'irruption de l'ADQ en deuxième place aux élections générales de 2007 pouvait faire croire qu'un nouveau système bipartite était en émergence et que le PQ, maintenant troisième, allait disparaître graduellement, comme l'Union nationale avant lui. Au total, on aurait alors été devant trois phénomènes bien connus des politologues : une élection de réaligement et le passage d'un parti générationnel, mécanismes fort bien étudiés par Vincent Lemieux⁵, ainsi que le retour à la tendance naturelle au bipartisme au sein d'un mode de scrutin uninominal à un tour, tel que l'a décrite il y a longtemps Maurice Duverger⁶.

Ainsi, selon toute apparence, les débats politiques allaient se faire autour d'un clivage social (gauche/droite) et le système de partis provinciaux allait redevenir bipartite. Or, l'histoire n'obéit pas à des lois immuables. Premièrement, les deux premiers partis en termes des sièges et de votes au sortir des élections du 26 mars 2007 étaient à droite du spectre politique. On aura beau dire que la culture politique québécoise n'est plus la même qu'aux beaux jours de la Révolution tranquille, on a du mal à imaginer un système de partis dominé par deux partis de droite. D'ailleurs, l'ADQ s'est retrouvée en troisième place dès l'élection suivante. Deuxième note discordante, les élections générales de 2008, 2012 et 2014 ont démontré la persistance d'un spectre multipartite, avec des députés élus sous quatre bannières différentes. Ce multipartisme dure depuis maintenant plus de vingt ans car c'est en 1994 qu'avait été élu le premier député adéquiste. En comparaison, la période de transition qui avait accompagné le passage au système de partis composé du PLQ et du PQ n'avait duré que dix ans. Si réalignement il y a, il tarde à se réaliser.

Surenchère identitaire

Comment expliquer cette évolution pour le moins indécise ? Cette absence de tendance forte ? Pourquoi, devant l'effacement de la question nationale, le clivage « fédéraliste/souverainiste-indépendantiste » n'a-t-il pas été remplacé par un clivage gauche/droite incarné par deux partis clairement identifiables ? Plusieurs phénomènes peuvent apporter des éléments d'explication. Les uns liés à l'actualité québécoise, les autres au contexte international.

Tout d'abord, l'effacement de la question nationale sous sa forme politique (la remise en cause du statut du Québec au sein du Canada) n'a pas signifié la disparition du nationalisme québécois. Le néonationalisme de la Révolution tranquille – qui s'est prolongé dans le mouvement indépendantiste – avait neutralisé l'élément identitaire de son prédécesseur canadien-français, le réduisant à la seule langue française, langue commune du Québec, que tous pouvaient apprendre sans égard à leur origine. Cependant, l'impasse constitutionnelle a rompu l'équilibre qui existait alors entre le nationalisme politique et le nationalisme identitaire. Le projet d'un pays pour tous les Québécois n'ayant pas été réalisé, les plus inquiets pour l'avenir d'une communauté nationale distincte se sont rabattus sur la protection de la culture et des traditions. Tout comme après l'échec des Rébellions de 1837-38.

Il n'est dès lors plus étonnant que depuis 2007, l'ADQ et la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui lui a succédé, de même que le PQ, s'adonnent à une surenchère identitaire. Ce fut d'abord la « crise » des accommodements raisonnables, en grande partie gonflée par les médias. Sa récupération

permet à Mario Dumont de devenir chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. Selon la commission Bouchard-Taylor, il existerait chez les Québécois d'origine canadienne-française une crispation identitaire née de leur statut minoritaire qui expliquerait certaines réactions vives face aux « pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles »⁷. Prise isolément, cette affirmation semble indiquer qu'un noyau de Québécois de vieille ascendance serait allergique à la diversité culturelle. Mais cette interprétation est un peu courte. Nous y reviendrons.

Relégué au rang de deuxième opposition, et voyant le succès obtenu par l'ADQ en 2007, le PQ s'éloigna davantage du discours souverainiste pour mettre l'accent sur l'identité. Ce virage culmina après la prise du pouvoir en 2012 de Pauline Marois avec la « Charte des valeurs québécoises ». Les sondages montraient que trois Québécois sur cinq y étaient favorables. Le PQ minoritaire misa sur ce projet de loi pour emporter une majorité en 2014, mais en vain : bien que populaire, la « charte » n'était pas assez importante aux yeux des électeurs pour être l'enjeu principal de l'élection.

Conservatisme, républicanisme, libéralisme

Il reste qu'à la veille des élections, une commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur le sujet de la « charte des valeurs » québécoises révéla la nature complexe des nouveaux clivages qui divisent actuellement l'électorat québécois. Bien qu'elle fut présentée comme un rempart visant à défendre les « valeurs québécoises », dans le but de miser sur un réflexe conservateur, cette mesure visait en fait la « laïcité de l'État », dans la plus pure tradition républicaine. Comme l'a démontré Guillaume Lamy, le Québec est divisé en trois groupes sur cette question : les conservateurs et les républicains civiques qui défendaient la « charte », et les libéraux, défenseurs acharnés de la liberté individuelle et notamment de la liberté religieuse⁸. Ce clivage bousculait les catégories habituelles, divisant entre eux les souverainistes-indépendantistes, les féministes, les gens de gauche, etc.

Du côté des souverainistes-indépendantistes, des débats parfois très durs ont parsemé les journaux et les médias sociaux. Il serait donc trop simple d'associer les partisans de la « charte des valeurs » à la frilosité identitaire des Québécois de souche. Un mouvement laïc radical – qui ferait partie d'une longue tradition républicaine dont on aurait jusqu'ici négligé l'existence – incarnerait le rejet de l'expression publique du religieux qui se manifeste depuis la Révolution tranquille. Dit autrement, ce n'est pas tant l'étranger qui dérange, mais l'irruption du religieux dans la sphère publique. Pour ces républicains, il ne suffit pas que l'État soit neutre, comme le veut le credo libéral, il faudrait que l'État ait aussi l'ap-

parence de la neutralité, comme on le dit des conflits d'intérêts. D'où l'exigence de la laïcité. Pour le reste, il ne s'agirait que de débattre d'une ligne de démarcation: qui doit s'abstenir de porter des signes religieux? Les juges, les policiers, les fonctionnaires, les enseignants, les éducatrices en garderie?

Cela nous éloigne d'un clivage gauche-droite. Mais cette typologie peut sans trop de mal correspondre à trois partis: la CAQ conservatrice, QS républicain et le PLQ libéral. Et le PQ? Il oscille entre un discours conservateur et un projet républicain. Sa «charte» était un bon projet (la laïcité pour préserver la paix sociale), mal nommé (elle aurait dû s'appeler «charte québécoise de la laïcité»), présenté pour les mauvaises raisons (gagner des élections).

S'il y a un problème d'identité au Québec, le Parti québécois est le premier à en souffrir. À force de vouloir plaire à tout le monde, il ne plaît à personne. Qui trop embrasse mal étreint: ambigu sur la question du statut du Québec, louvoyant sur la question de la laïcité, il n'est pas plus clair dans ses positions socio-économiques. Ne serait-ce qu'à cause de cela, le PQ risque d'être la première victime d'un réalignment partisan, peu importe la nouvelle configuration du système de partis.

Des courants supranationaux

Que nous réserve l'avenir? Je dis souvent à mes étudiants que j'ai plus de facilité à prédire le passé que l'avenir. C'est une boutade, bien sûr. Mais au rythme où les politologues accumulent les déconfitures en cette période d'instabilité – sans parler des économistes –, l'analyse d'un historien habitué d'étudier les changements dans le long terme doit bien valoir quelque chose!

C'est ici qu'il faut se tourner vers la scène internationale. Les résultats du référendum britannique sur le Brexit, de même que des élections américaines et françaises au cours de la dernière année, révèlent des signes de transformations profondes à une échelle plus large. Dans quelle mesure peut-on s'attendre à des changements similaires du comportement électoral au Québec?

On a mis rapidement sur le dos du «populisme» les mouvements d'opinion qui se répandent actuellement en Occident. On a vite fait, également, d'associer le «populisme» au nationalisme et à la droite. Or, le populisme est un style politique plus qu'une idéologie. Il consiste en une tendance à se positionner comme les défenseurs du peuple contre des élites. Celles-ci peuvent être politiques, économiques ou intellectuelles. La jonction avec le nationalisme de droite et la xénophobie ne se fait pas nécessairement. En fait, il en va du populisme comme du nationalisme: il en existe tant à gauche qu'à droite. Chaque manifestation est un cas d'espèce.

Des gagnants et des perdants

Les scrutins en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France ont en commun que leur enjeu principal mettait aux prises les gagnants et les perdants de la mondialisation, avec des résultats différents d'un endroit à l'autre. En Grande-Bretagne, la campagne s'est cristallisée autour de l'immigration et du marché du travail. Elle a divisé chacun des partis traditionnels. Aux États-Unis, on a vu des candidats dits « populistes » prendre le haut du pavé, tant à gauche (Bernie Sanders), qu'à droite (Donald Trump) et prendre la défense des régions économiquement dévastées. En France, on a vu poindre un ralliement autour de candidats « populistes » de gauche (Jean-Luc Mélançon) et de droite (Marine Le Pen), avant que le mouvement d'opinion ne s'incarne dans une nouvelle force politique personnifiée par un candidat peu expérimenté, ni de gauche ni de droite (bien qu'il se disait de gauche ET de droite), et qui promettait de remettre la France en marche. Emmanuel Macron a récupéré le mécontentement ambiant et l'a dirigé contre les partis établis et les vieilles coalitions. Le « dégagisme », le désir exprimé par Mélançon de faire maison nette, a finalement profité à un jeune premier. Reste à voir s'il aura les moyens de ses ambitions.

Quelles leçons peut-on tirer de ces phénomènes pour l'avenir des partis au Québec ? Tout d'abord, il y a une différence importante : on ne sent pas ici de grand ressac contre le libre-échange, bien au contraire. Il va de l'intérêt des petites nations de faire commerce. En 1988, le débat sur l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALÉ) n'a pas fait autant de vagues au Québec qu'en Ontario. Il est généralement admis que nous sommes bénéficiaires de l'ALÉ et de l'ALÉNA. L'actuelle remise en cause de ces traités commerciaux est plutôt reçue chez nous avec inquiétude.

L'impuissance des partis politiques au pouvoir

Mais cela n'épuise pas le sujet de l'effet de la mondialisation sur le paysage politique dans les démocraties occidentales. En réduisant l'autonomie et la capacité de l'État, les traités de libre-échange ont entraîné l'impuissance des partis politiques au pouvoir. Autrefois, c'était un lieu commun de dire que notre mode de scrutin entraînait un bipartisme qui favorisait la modération. On parlait d'une loi d'attraction du centre politique. Aujourd'hui, cette convergence apparaît de plus en plus comme de l'immobilisme. Les politiques des gouvernements en place, ou leur absence, donnent l'impression que l'élection d'un parti ou d'un autre ne fait aucune différence. Les limites imposées aux gouvernements par les règles commerciales et la concurrence fiscale ont fait en sorte que le néolibéralisme apparaît à plusieurs comme la seule voie à suivre. Les dirigeants n'ont de cesse de

réduire les services publics jusqu'à ce que des prestataires excédés supplient qu'on « remette l'argent dans leurs poches » et qu'on privatise l'État, ce qui se fait plus ou moins ouvertement⁹.

L'État-nation est en récession. Ce manque d'ambition politique nuit au bien commun. Elle ouvre la porte aux détournements des ressources publiques au profit de certains, aux scandales politico-financiers, qui sont autant de ferments de « populisme » et de révolte contre les partis établis.

Il s'ensuit une crise de confiance dans la classe politique, une baisse de l'identification partisane et de la participation électorale. Au Québec, l'État est de moins en moins considéré comme une source d'épanouissement collectif et individuel, alors que cette idée prévalait au temps de la Révolution tranquille. D'ailleurs, cette perte de confiance dans les institutions collectives accentue davantage la régression tranquille de la question nationale, première source de la reconfiguration politique au Québec. Les nouveaux Québécois, c'est-à-dire l'ensemble formé des jeunes Québécois et des Québécois issus de l'immigration, ne se situent plus dans un cadre national délimité par l'État du Québec. Pire, pour plusieurs d'entre eux le français n'a désormais qu'une importance fonctionnelle. Ils se sont détournés de l'objectif d'une langue commune et d'un État fort.

À la veille d'un grand dérangement ?

Est-on à la veille d'une grande mutation de la politique au Québec, telle qu'elle semble en voie de se réaliser ailleurs en Occident ?

Au cours des dernières années, le PQ et le PLQ se sont avérés incapables, malgré une inflation de promesses, de résoudre les problèmes socio-économiques toujours plus nombreux : inégalités sociales, vieillissement des infrastructures, pauvreté des services publics, déficit démocratique, migrations à l'échelle planétaire, catastrophes environnementales dues aux changements climatiques, dissolution du lien social, et j'en passe. Comme nous l'avons déjà mentionné le PQ est la première victime du rejet des « vieux partis ». Malgré une cote de popularité peu enviable, le Parti libéral maintient pour le moment un appui considérable dans une partie de l'électorat en entretenant la peur d'un troisième référendum sur la souveraineté ou l'indépendance advenant l'élection du Parti québécois. Si jamais cette crainte s'estompait, des électeurs fédéralistes qui se sentent forcés de voter pour le PLQ pourraient être tentés de voter autrement, voire de s'abstenir de le faire, comme le font déjà beaucoup d'électeurs péquistes.

Par conséquent, les partis « nouveaux » sont en chasse. Lors de son investiture à titre de candidat dans la circonscription de Gouin, Gabriel Nadeau-Dubois, le nouveau porte-parole de QS a expliqué son entrée en

politique. Après avoir réaffirmé ses convictions de gauche et indépendantiste, il a affirmé : « Je le fais parce que je crois qu'il faut absolument sortir du pouvoir la classe politique qui nous gouverne depuis 30 ans.¹⁰ » Quant à lui, François Legault répète à chaque élection le même message. En 2014, par exemple, il déclara, tout en omettant bien sûr de rappeler qu'avant d'être chef de la CAQ, il était ministre péquiste : « J'invite tous les Québécois lundi à faire preuve d'audace, à se débarrasser de [leurs] peurs, à se débarrasser des vieux partis¹¹ »,

Bien qu'un ou deux sondages ne fassent pas le printemps, surtout entre les campagnes électorales, on voit déjà les appuis au PQ et au PLQ s'effriter au profit des partis qui n'ont jamais exercé de pouvoir (CAQ et QS)¹². Feront-ils mieux que leurs prédécesseurs s'ils prennent le pouvoir au terme d'un réalignement partisan, étant donné les limites de l'État contemporain, un État fédéré en l'occurrence ?

Effacement de l'État-nation, montée du nationalisme identitaire, impuissance des institutions publiques, rejet de la classe politique, tentations « populistes », les partis politiques sont dans une situation précaire. Il est trop tôt pour parler de leur disparition¹³. Mais une mutation du paysage politique est à nos portes. On ne peut même plus exclure une crise de la démocratie. Celle-ci demeure le « pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres ». Mais pour combien de temps encore ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le *BHP* avait traduit et publié son article : Ronald Rudin, « La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, hiver 2015, p. 9-42.
2. À titre de premier président de l'Association québécoise d'histoire politique, Marcel Bellavance avait signé le tout premier éditorial du *BHP*. Voir son ouvrage *Le Québec au siècle des nationalités. Essai d'histoire comparée*, Montréal, VLB éditeur, 2004, 251 p.
3. Voir Michel Sarra-Bournet, « La normalisation de la politique au Québec ? », *L'Action nationale*, vol. CVI, n° 8, octobre 2016, p. 11-34.
4. Voir Stéphane Savard, « L'affaiblissement de la question nationale au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 25, n° 2, hiver 2017, p. 7-13.
5. Voir Vincent Lemieux et al., *Une élection de réalignement. L'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 1970, 182 p. et Vincent Lemieux, *Les partis générationnels au Québec. Passé, présent et avenir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 113 p.
6. Maurice Duverger et François Goguel, *L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1950, 180 p.
7. Gérard Bouchard et Charles Taylor, *Fonder l'avenir. Le temps de la réconciliation*, Rapport. Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, p. 185
8. Guillaume Lamy, *Laïcité et valeurs québécoises. Les sources d'une controverse*, Montréal, Québec Amérique, collection Débats, 2015, 213 p.

9. Josée Legault, Voir la section intitulée «Un choix tout à fait volontaire» dans «On affame l'État pour le discréditer», *Journal de Montréal*, le 23 février 2016.
10. Gabriel Nadeau-Dubois, Texte publié dans Facebook le 9 mars 2017.
11. Marco Bélair-Cirino, «François Legault mise sur un «beau risque»», *Le Devoir*, le 6 avril 2014.
12. Marco Fortier, «Le PLQ en baisse et Poëti en hausse», *Le Devoir*, le 10 juin 2016; Stéphane Baillargeon, «Un nouveau sondage confirme le déclin du PQ. La CAQ et QS continuent de gagner du terrain», *Le Devoir*, les 24-25 juin 2017.
13. Voir Antoine Robitaille, «La fin des partis?», *Journal de Montréal*, le 24 avril 2017.